**ATTESTATION DE SALAIRE A COMPLETER PAR L'EMPLOYEUR EN CAS DE
REDUCTION DE LA REMUNERATION SUITE A LA MESURE DE PROTECTION DE LA
MATERNITE PRISE DANS LE CADRE DE LA LOI DU 16 MARS 1971 SUR LE TRAVAIL OU
LORSQUE LA TRAVAILLEUSE FAIT L'OBJET D'UNE MESURE DE PROTECTION DE LA
MATERNITE AUPRES D'UN AUTRE EMPLOYEUR**

**DOCUMENT COMPLETE A TRANSMETTRE AUSSITOT A LA MUTUALITE OU A L'OFFICE
REGIONAL DE LA C.A.A.M.I .**

Le soussigné, employeur,
Nom ou dénomination de l'employeur ou de l'entreprise :

Adresse :

Code postal - commune : □□□□

Numéro d'inscription à l'O.N.S.S ou à l'O.N.S.S A.P.L. □□□□□□□□□□
ou numéro unique d'entreprise

Déclare avoir occupé :

Nom et prénom de la travailleuse :

N° NISS :

Ouvrière/employée (biffer la mention inutile)

- durant la période de référence visée ci-dessous, dans le cadre de la mesure de protection de la maternité prise en application des articles 42, 43 ou 43bis, alinéa 2 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail (aménagement provisoire des conditions ou du temps de travail à risque, affectation de la travailleuse à un autre poste de travail ou à un travail de jour) (1)

- durant la période de référence visée ci-dessous (travailleuse faisant l'objet d'une mesure de protection de la maternité auprès d'un autre employeur) (1)

Période de référence (2) : Date de début : le □□ - □□ - □□□□
Date de fin : le □□ - □□ - □□□□

Montant de la rémunération pour la période de référence

La travailleuse a perçu, pour la période susvisée, une rémunération brute déduction faite des cotisations sociales à charge de la travailleuse de (3) : □□□□□□ € □□

Vacances prises durant la période de référence (4)

- nombre d'heures de vacances (5) : □□□, □□

- nombre moyen d'heures par semaine de la travailleuse (Q) (6) : □□□, □□

Chômage temporaire durant la période de référence

La travailleuse s'est trouvée en chômage temporaire durant la période de référence

Accident du travail ou maladie professionnelle durant la période de référence

La travailleuse a été victime d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle pour lesquels elle est susceptible d'être indemnisée par l'entreprise d'assurances ou le Fonds des maladies professionnelles

Fait à, le

Signature

Instructions pour compléter le formulaire

(1) Biffez la mention inutile

(2) La période de référence coïncide toujours avec le mois civil sauf si l'activité adaptée débute ou prend fin dans le courant de ce mois ; dans ce cas, la date de début ou de fin de la période de référence coïncide avec le premier ou le dernier jour d'exercice de l'activité adaptée.

(3) Par revenu professionnel, il faut entendre non seulement la rémunération proprement dite mais également tous les autres revenus découlant de l'exercice de l'activité autorisée, tels que l'indemnité de rupture de contrat, le salaire garanti,... Il s'agit des revenus visés sous les codes 1, 2 (à l'exception des avantages annuels), 3, 4, 5, 6, 10, 12, 30, 31 et 51 de l'annexe 7 de la DMFA (codification des rémunérations) visée ci-dessous et, pour les travailleurs occupés dans les administrations provinciales et locales, des revenus figurant à l'annexe 32 (codification des rémunérations APL) qui correspondent aux codes précités de la DMFA (une table de concordance figure dans l'annexe 32 publiée sur le portail de la sécurité sociale : "www.securitesociale.be")

Remarque importante : le pécule de vacances (montant correspondant à la rémunération normale) payé (aux employés) pour les jours de vacances supplémentaires en cas de début ou de reprise d'activité, visées à l'article 17 bis des lois coordonnées du 28 juin 1971, ne doit pas être pris en considération.

(4) Par vacances, il faut entendre :

- les vacances légales, c'est-à-dire les vacances annuelles visées par les lois coordonnées relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés ;
- les vacances en vertu d'une convention collective de travail rendue obligatoire visée à l'article 6 des lois coordonnées relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés; il s'agit des vacances non payées par l'employeur, accordées notamment dans les secteurs du textile, du lin et du diamant ;
- les vacances complémentaires, c'est-à-dire les vacances annuelles autres que les vacances légales ou en vertu d'une C.C.T rendue obligatoire, pendant lesquelles le travailleur maintient sa rémunération ;
- les vacances jeunes visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées du 28 juin 1971 relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés ;
- les vacances seniors visées à l'article 5, alinéa 2, des lois coordonnées du 28 juin 1971 relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

Il y a lieu d'indiquer les vacances prises par la travailleuse durant la période de référence.

Remarques importantes : les heures de vacances supplémentaires en cas de début ou de reprise d'activité, visées à l'article 17 bis des lois coordonnées du 28 juin 1971, ne doivent pas être prises en considération.

(5) Les minutes doivent être exprimées en décimales (ex. 7 h 40 min devient 7,66)

(6) Il s'agit du nombre moyen d'heures par semaine pendant lesquelles la travailleuse est censée effectuer un travail dans le cadre du travail adapté (en cas de travail adapté auprès du même employeur), ou conformément à son contrat de travail (si la travailleuse fait l'objet d'une mesure de protection de la maternité chez un autre employeur). Il est fait abstraction d'éventuelles suspensions dans l'exécution du contrat. Les minutes doivent être exprimées en décimales.

Annexe 7 : Codification des rémunérations (secteur ONSS)

Code	Libellé
1	Tous les montants qui sont toujours considérés comme rémunération, à l'exception des indemnités mentionnées sous un autre code
2	Les primes et les avantages similaires accordés indépendamment du nombre de journées de travail prestées effectivement durant le trimestre de la déclaration
3	Les indemnités qui sont payées au travailleur lorsqu'il est mis fin au contrat de travail et qui sont exprimées en temps de travail
4	Indemnités qui sont payées au travailleur lorsqu'il est mis fin au contrat de travail et qui ne sont pas exprimées en temps de travail
5	Primes reçues par le travailleur qui limite ses prestations de travail dans le cadre des mesures de redistribution du travail
6	Indemnités pour les heures qui ne constituent pas un temps de travail au sens de la loi sur le travail du 16 mars 1971, accordées en vertu d'une convention collective de travail conclue au sein d'un organe paritaire avant le 1er janvier 1994 et rendue obligatoire par arrêté royal
8	Supplément pour occupation d'un travailleur occasionnel de l'Horeca un samedi, une veille de jour férié, un dimanche ou un jour férié.
9	Les indemnités qui sont payées au fonctionnaire statutaire lorsqu'il est mis fin à la relation de travail et qui sont exprimées en temps de travail.
10	Utilisation à des fins privées d'une voiture d'entreprise dans le cadre du déplacement entre le domicile et le lieu de travail et pendant les loisirs
12	Partie du pécule de vacances qui correspond au salaire normal des jours de vacances et qui a été payé anticipativement par l'employeur précédent (non soumis aux cotisations)
30	Salaire garanti deuxième semaine
31	Indemnité CCT 12bis/13bis
51	Indemnité payée à un membre du personnel définitif qui est totalement absent dans le cadre d'une mesure de réorganisation du temps de travail